



Z A M U K A

Bulletin d'analyse et d'information sur la microfinance

N°24 Septembre 2012

LE BURUNDI CELEBRE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE L'EPARGNE.

L'amélioration de l'inclusion financière est un souci permanent pour le Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi (RIM). C'est à ce titre qu'il a décidé de lancer pour la première fois au Burundi la journée internationale de l'épargne avec pour slogan «Epargnons pour demain».

La célébration de cette journée vise à informer la population sur les bienfaits, l'importance et la nécessité d'épargner.

Le RIM organise cette journée en partenariat avec la Fondation Allemande des Caisses d'Epargne pour la Coopération Internationale (SBFIC).

Les institutions de microfinance vont participer à la célébration de cette journée en organisant des journées portes ouvertes.

La journée internationale de l'épargne intervient au lendemain de la publication par la Banque Centrale du Burundi, des résultats d'une enquête nationale sur l'inclusion financière. Cette enquête révèle que 12,5 % de la population adulte possèdent un

compte d'épargne dans une institution financière. Aussi l'enquête précise que 480 000 personnes participent au système financier formel. A l'inverse, environ 3,3 millions de personnes en sont exclues. «63 % de la population burundaise épargnent sur une base régulière et seulement 12 % de l'épargne est déposé auprès des institutions financières» précise aussi l'enquête.

La situation esquissée par l'enquête en question montre que la population burundaise utilise plus les services financiers informels que les services offerts par des institutions financières que ce soit pour épargner ou pour emprunter.

Le recours aux services financiers informels peut résulter de nombreux facteurs dont le manque d'éducation financière.

Pour les institutions financières, le défi consiste donc à informer la po-

pulation aux avantages liés aux services financiers modernes par rapport aux systèmes informels ou traditionnels.

En organisant la journée internationale de l'Epargne, le RIM veut contribuer à relever ce défi. Par ailleurs, la célébration de cette journée inaugure un vaste programme d'éducation financière en vue d'informer davantage la population sur les services et les produits offerts par les institutions financières de manière à lui permettre de faire des choix en toute connaissance de cause.

Etant entendu que l'éducation financière est un processus dynamique, permanent et indispensable pour assurer le bien-être de la population, une conjugaison d'effort des institutions financières et d'autres intervenants dans le secteur financier est nécessaire.

Dieudonné MUREKAMBANZE

SOMMAIRE

Le Burundi célèbre la journée internationale de l'épargne.....	1
Lancement du partenariat entre le Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi (RIM) et la Fondation Allemande des Caisses d'Epargne pour la Coopération Internationale (SBFIC).....	2
Utilisation des services financiers au Burundi: des révélations de l'Enquête nationale sur l'inclusion financière.....	3
AFMIN: Tenue de la 11 ^{ème} Conférence Annuelle et Assemblée Générale	4
PRODEFI: projet de création d'emplois pour les jeunes ruraux.....	5
Risque pour le secteur de la Microfinance: le surendettement se place en tête en 2012.....	6
Lancement officiel du Réseau des Institutions de Microfinance de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAMFINET).....	7



LANCEMENT DU PARTENARIAT ENTRE LE RÉSEAU DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE AU BURUNDI (RIM) ET LA FONDATION ALLEMANDE DES CAISSES D'ÉPARGNE POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (SBFIC).



Au milieu, Monsieur Ferdinand Feldgen, Directeur Général-Adjoint de SBFIC et Madame Marie Louise NSABIYUMVA, Représentante Légale du RIM échangeant les documents après la signature de l'accord de partenariat.

C'était lundi le 03 septembre 2012 que la Fondation Allemande des Caisses d'Épargne pour la Coopération Internationale, SBFIC, et le Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi (RIM) ont signé un accord de partenariat portant sur la professionnalisation du secteur de la microfinance au Burundi. Le projet en question vise un double objectif à savoir:

- Permettre au RIM de fournir des services à des IMF en matière de formation, de mobilisation de l'épargne, d'éducation financière et conseils commerciaux,
- consolider le RIM en tant qu'institution

Dans son discours d'accueil, le Secrétaire Exécutif, Monsieur Cyprien Ndayishimiye a indiqué que le partenariat entre RIM et SBFIC permettra de relever certaines contraintes du secteur de la microfinance au Burundi.

Il a cité le besoin pour les IMF de disposer des outils de gestion très performants qui permettraient de produire des informations en temps réel.

Il a aussi souligné le rôle difficilement accompli par les IMF d'informer la population quant aux avantages liés aux services financiers modernes par rapport aux systèmes informels.

Au cours de son intervention, Madame Marie Louise NSABIYUMVA, Représentante Légale, a transmis les salutations du RIM à la fondation SBFIC. « C'est un signe que la fondation SBFIC souhaite que le Burundi dispose d'un secteur de micro-finance viable et pérenne » a-t-elle renchéri.

Du côté de la Fondation SBFIC, Monsieur Ferdinand Feldgen, Directeur Général Adjoint, a

rappelé que l'objectif de la coopération entre les deux institutions (RIM-SBFIC) vise à améliorer la qualité de la vie de la population burundaise à travers les actions conjoints. Il a informé que la fondation a une expérience de 20 ans dans la coopération internationale avec des résultats très satisfaisants. Quant à la réussite du partenariat entre RIM et SBFIC, Monsieur Feldgen a indiqué qu'il n'a pas d'inquiétude, surtout que les deux parties jouissent de la confiance de leurs Gouvernements respectifs.

Il a terminé en précisant que dans le cadre de ce partenariat, la fondation entend intégrer, dans l'avenir, d'autres domaines de coopération.

Recueillis par Dieudonné Murekambanze



UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS AU BURUNDI: DES RÉVÉLATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE.

L'enquête sur l' inclusion financière qui s' est déroulée entre les mois de mars et mai 2012 a permis de mesurer la dimension « utilisation des services financiers» au Burundi.

Les principaux éléments en rapport avec cette dimension que l' enquête dégage sont les suivants:

- Une majorité de la population déclare épargner régulièrement, mais cette épargne échappe en grande partie aux institutions financières.

- Le nombre de déposants et le nombre d' emprunteurs par 1000 adultes au Burundi est le plus faible de la Sous Région pour les banques et le plus élevé pour les IMF. Ces ratios portent à croire que le secteur bancaire burundais est particulièrement « exclusif » et que le secteur des IMF est beaucoup plus « inclusif ».

L' utilisation des services financiers est très peu profonde:

12, 5 % utilisent un compte d' épargne, 2, 9 % ont un crédit, la très grande majorité des déposants ne possèdent qu' un seul compte et la très grande majorité des emprunteurs ne détiennent qu' un seul crédit. 4, 7% utilisent au moins deux produits, 85, 7 % n' utilisent aucun produit.

L' utilisation des services est peu pérenne. Seulement 41% de ceux possédant un compte dans une

institution financière y sont depuis plus de 5 ans. Les détenteurs de compte effectuent le plus souvent des dépôts et des retraits d' argent. Des transactions comme la demande d' un relevé, le paiement des factures, l' encaissement d' un chèque et l' ordre de paiement sont très peu utilisées.

Le montant moyen d' épargne par client est vingt fois plus élevé dans les banques que dans les institutions de microfinance et le montant moyen de crédit y est neuf fois plus élevé.

Cela démontre que ces deux catégories d' institutions évoluent sur des marchés distincts.

Le volume des dépôts est fortement concentrés sur la Mairie de Bujumbura où se trouvent les sièges sociaux des institutions. Cela peut freiner l' octroi du crédit à l' intérieur du pays.

Le portefeuille de crédits est également concentré sur la Mairie de Bujumbura. Les provinces de Gitega et Ngozi attirent également une part respectable des crédits. Dans les autres provinces, le volume du crédit demeure très faible.

13, 2% des répondants au sondage ont effectué des transferts de fonds à l' intérieur ou à l' extérieur du pays au cours des 12 derniers mois, mais seulement la moitié des transferts de fonds sont effectués par entre-

prise du système financier formel.

14 % des répondants ont épargné dans les systèmes informels au cours des 12 derniers mois, ce qui représente environ 540 000 personnes. Le nombre de crédits obtenus à travers ces systèmes serait de 3 à 4 fois plus élevé que le nombre de crédits accordés par les institutions financières.

En bref, la population burundaise utilise davantage les systèmes financiers informels que les services offerts par les institutions financières, que ce soit pour épargner, emprunter ou effectuer des transferts de fonds. Le recours aux systèmes informels peut résulter de nombreux facteurs incluant la plus grande accessibilité de ces systèmes, le manque d' éducation financière et de connaissance des institutions financières, l' éloignement des points de service des institutions et les obstacles réels ou perçus pour accéder à leurs services ainsi que d' autres facteurs socio-culturels.

Le défi des institutions financières consiste à informer et convaincre la population quant aux avantages liés aux services financiers modernes par rapport aux systèmes informels modernes.

Source

Banque de la République du Burundi, enquête nationale sur l' inclusion financière, Août 2012



AFMIN: TENUE DE LA 11^{ème} CONFÉRENCE ANNUELLE ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

La Conférence Annuelle et Assemblée Générale du Réseau Africain de Microfinance (AFMIN) se sont déroulées du 27 septembre au 02 octobre 2012 à Kampala en Ouganda.

L'objectif général de la conférence était de réunir les différentes parties prenantes de la microfinance y compris les praticiens de la microfinance, les investisseurs sociaux, les décideurs politiques, les partenaires au développement et les fournisseurs de services techniques en vue de partager les leçons apprises de la Gestion de la Performance Sociale en Afrique et dans le Monde.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Madame la Ministre des Finances du Gouvernement ougandais. Elle avait à ses côtés le Président de l'Association des Institutions de Microfinance de l'Ouganda (AMFIU), le Président de AFMIN ainsi que le Conseiller Technique Senior pour la Microfinance à Catholic Relief Service (CRS).

Dans son discours de bienvenue, le Président de AMFIU, Wilson TWAMUHABWA, a remercié AFMIN pour avoir choisi l'Ouganda et son réseau pour abriter la 11^{ème} Conférence Annuelle et Assemblée Générale. Il s'est réjoui que beaucoup de

partenaires techniques et financiers se sont joint à AFMIN pour que la conférence en question soit un succès.

Le Président d'AFMIN, Monsieur Ousmane Thiongane a laissé informer qu'AFMIN est une association des réseaux nationaux des institutions de microfinance en Afrique. Sa mission est de contribuer au développement des services financiers viables et adaptés aux besoins de financement des populations à faible revenu.

AFMIN est aussi la plus grande association de microfinance en Afrique représentant plus de 1.118 institutions servant plus de 18 millions d'emprunteurs pauvres mais actifs. Sa vision telle qu'affirmée dans son plan stratégique 2012-2015 est de contribuer à l'expansion de la finance inclusive par le biais des fournisseurs des financements durable en Afrique.

Il a poursuivi son intervention en situant le contexte de la Conférence cette année. Il a précisé qu'elle intervient cinq ans après celle de 2007 qui avait pour thème «Comment concilier les objectifs de la mission sociale et de pérennité financière des IMF». Le thème de cette année qui est «l'état des Pratiques de Gestion des Performances Sociales en Afrique» vient pour faire le point des efforts faits par les IMF africaines dans la mise en œuvre

de leur mission sociale. Selon toujours lui, la conférence d'AFMIN permet de faire des propositions pour surmonter les difficultés que rencontrent les IMF dans la mise en œuvre de leurs objectifs sociaux.

Avant le discours d'ouverture officielle de la Conférence, une présentation liminaire sur le thème de la Conférence a été livrée par le Conseiller Technique Senior pour la Microfinance à CRS, Monsieur Tom SHAW. Il a fait le point des initiatives en Afrique pour la promotion de la Gestion de la Performance Sociale (GPS) en Afrique. Il a montré que des outils existent aujourd'hui pour mesurer les changements qu'induisent les services des institutions de microfinance sur leurs clients.

Mais, il a aussi souligné que les ressources financières sont limitées pour réaliser dans tous les pays du continent des actions de grande envergure pour la promotion de la GPS.

Dans son discours, Madame la Ministre des Finances, Maria KIWANUKA a rappelé l'engagement de son Gouvernement pour la microfinance. Selon elle, la microfinance n'est plus un secteur à part. Elle est désormais incluse dans le secteur financier en général.

Suite en page 5



Photo de famille autour de Madame la Ministre des Finances, Maria KIWANUKA (premier plan au milieu) après les cérémonies d'ouverture officielle de la Conférence

Elle a indiqué qu'elle ne ménagera aucun effort pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de la Conférence. La Ministre des Finances a présenté les principaux enjeux du secteur de la microfinance en Afrique et a encouragé les participants à faire des propositions concrètes pour le développement du secteur de la microfinance sur le continent et particulièrement sa contribution effective à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines.

Il est important de noter que cette conférence a accueilli plus de 250 participants venant de 35 pays.

La Conférence leur a permis d'approfondir leurs connaissances à travers les expériences des organisations telles que, SPTF; CRS, ADA-Luxembourg, CGAP, Grameen Foundation, Vision Fund International etc.. Enrichis de ces nouvelles expériences, les participants

ont ébauché des stratégies et ont fait des propositions concrètes pour une meilleure intégration de la Gestion de la performance sociale. Ils ont recommandé une plus grande coordination des actions de promotion et de gestion de la performance sociale en Afrique, sa prise en compte dans les stratégies nationales de microfinance et l'implication des Banques Centrales et des autorités de supervision dans ce mouvement. Ils ont aussi recommandé que les réseaux nationaux et régionaux soient la porte d'entrée pour la mise en œuvre de tout programme de gestion de performance sociale en Afrique.

A la suite de la conférence annuelle, AFMIN a tenu sa 11ème Assemblée Générale à l'issue de laquelle les membres d'AFMIN ont élu un nouveau Conseil d'Administration, adopté le plan d'actions et budget 2013 visant le renforcement institutionnel et la viabilité d'AFMIN dans le but de la

promotion de la finance inclusive en Afrique.

La prochaine conférence annuelle aura lieu à Addis-Abeba (Éthiopie) en 2013.

Il convient de noter qu'à cette conférence, le RIM était représenté par 5 délégués.

Propos recueillis par
Dieudonné MUREKAMBANZE

**SOUTENIR VOTRE
BULLETIN ZAMUKA,
C'EST CONTRIBUER
A EDIFIER LE
SECTEUR DE LA
MICROFINANCE
AU BURUNDI.**



PRODEFI: PROJET DE CRÉATION D'EMPLOIS POUR LES JEUNES RURAUX

En vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté et lancer une action pilote de promotion d'emplois décentés et durables pour les jeunes, le Projet pour le Développement des Filières (PRODEFI) du FIDA a commandité une étude permettant d'analyser et préciser le dispositif de financement pour les jeunes ruraux.

Les résultats de l'étude en question ont été restitués le 20 septembre 2012 dans les enceintes de l'immeuble abritant les programmes du FIDA au Burundi.

L'étude propose que les mécanismes de financement dans le cadre de cette initiative soient pérennisables par les banques et les institutions de microfinance de la place tout en s'inscrivant dans la politique du FIDA en matière de finance rurale.

L'étude fait le constat selon lequel les jeunes constituent un groupe cible risqué qui n'attire pas le système de financement local malgré son potentiel indéniable dans le dé-

veloppement économique du pays. A cet effet, il est proposé un accompagnement technique pour la structuration, l'accès au financement et le suivi des activités génératrices de revenus pour rendre les jeunes plus crédibles.

Pour développer de nouveaux produits financiers adaptés, l'étude prévoit un accompagnement techniques des institutions de microfinance. Ainsi, des conventions de collaboration entre le PRODEFI et les IMF sont envisagés. Selon la situation financière de l'IMF, un fonds de garantie ou une ligne de crédit seront mis en place.

Pour les institutions disposant d'assez de ressources, la convention prendra l'option de fonds de garantie. Par contre, celles avec moins de ressources mais qui sont prêtes à innover pourraient bénéficier des lignes de crédit. Ces lignes de crédit sont valables pendant la phase pilote à la fin de laquelle une évaluation conjointe sera menée pour

déterminer les conditions de poursuite de délivrance des produits financiers par les IMF sur leurs propres ressources.

Les taux d'intérêt appliqués par les IMF respecteraient au mieux les conditions du marché. Les conventions doivent être sous-tendus par un plan d'action avec des indicateurs de performance.

Il est important de signaler que la phase pilote concerne 4 communes à savoir Bubanza et Gihanga de la province Bubanza ainsi que Ngozi et Gashikanwa de la province Ngozi. Les jeunes cibles de ces communes ont l'âge entre 16 à 30 ans motivés à s'insérer dans des activités agricoles et non agricoles.

Dieudonné MUREKAMBANZE

RISQUES POUR LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE: LE SURENDETTEMENT EST PLACÉ EN TÊTE EN 2012

Selon une enquête menée par le Centre américain pour l'étude de l'innovation financière (CSFI) sur les risques de la microfinance, le surendettement est perçu comme le risque le plus saillant en 2012 pour le secteur de la microfinance. Plus de 60% des répondants à l'enquête l'ont classé comme un risque très sérieux. Il est globalement considéré comme symptomatique de difficultés plus profondes : excès de crédit dû à une très forte expansion

et à l'entrée de nouveaux prestataires, manque de professionnalisme des IMF, concentration sur la croissance et les bénéfices au détriment de la prudence.

Le risque de surendettement est-il croissant ou décroissant ? Il est intéressant de noter que les avis divergent sur cette question. Pour les plus pessimistes, les changements structurels intervenus dans le secteur (intensification de la concurrence, plus grande facilité d'accès

aux marchés, érosion des normes d'octroi de crédit) vont contribuer à perpétuer l'endettement multiple, voire à l'aggraver.

Pour les plus optimistes, le problème est limité à un nombre décroissant de pays et les conséquences sur le bilan devraient être apurées au cours des 12 prochains mois.

Suite en page 7

LANCEMENT OFFICIEL DU RÉSEAU DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE DE LA COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE DE L'EST (EAMFINET)

Le 24 juillet 2012, à Kampala en Ouganda, les associations professionnelles de microfinance des 5 pays de la Communauté Est Africaine (Burundi, Tanzanie, Rwanda, Ouganda et Kenya) ont procédé au lancement officiel du réseau dénommé EAMFINET (East African Microfinance Network).



Vue partielle des participants après la séance de lancement officiel de l' EAMFINET

La mise en place de ce Réseau a pour objectif de favoriser l'intégration de l'industrie de la microfinance dans les 5 pays en établissant un cadre de coopération technique sur des projets spécifiques que les membres peuvent se convenir. Le Réseau a également pour objectif de renforcer les capacités des associations membres ainsi

que le partage des informations sur le secteur de la microfinance dans ces pays.

Dans un premier temps, les activités qui seront réalisées sont en rapport avec l'harmonisation de la réglementation, la protection des clients, la collecte et la diffusion

des informations sur le secteur ainsi que la mise en place d'un mécanisme commun de lobbying et de plaidoyer.

Il est important de noter qu'EAMFINET a été agréée le 27 juin 2012. Son siège social est établi à Dar-es Salaam en Tanzanie.

Ernest NGENDAKURIYO

Suite de la page 6

Classement des risques les plus importants

1 Surendettement	11 Dérive de mission
2 Gouvernance	12 Back office
3 Qualité du management	13 Risque macro-économique
4 Risque de crédit	14 Ressources humaines
5 Ingérence politique	15 Risques externes
6 Qualité de la gestion des risques	16 Gestion de la technologie
7 Gestion des clients	17 Insuffisance des financements
8 Concurrence	18 Taux d'intérêt
9 Réglementation	19 Excès de financement
10 Liquidité	20 Risque de change

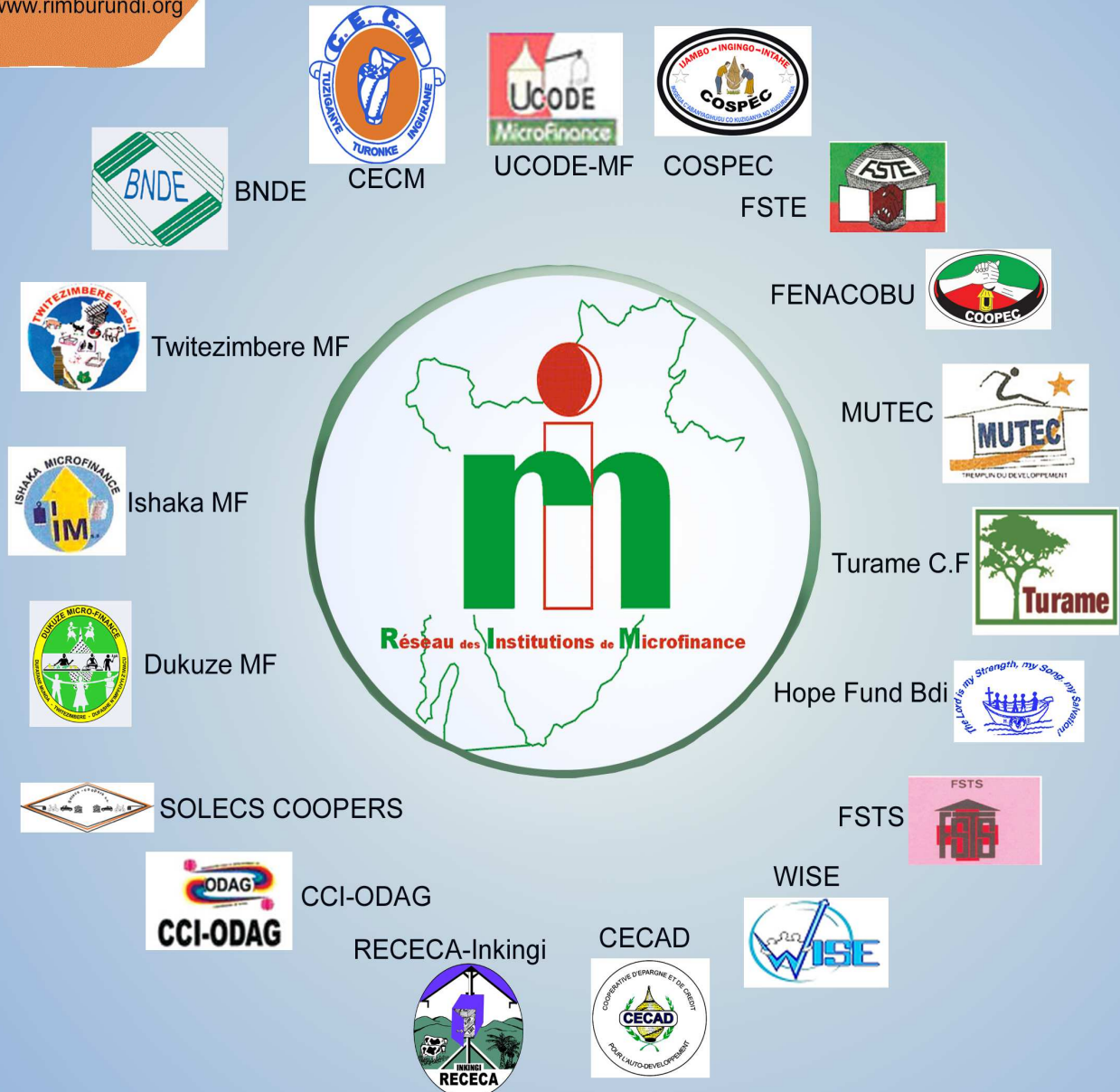
Source: L'enquête du CSFI sur les risques de la microfinance

RESEAU DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE AU BURUNDI

Pour la promotion de la microfinance au Burundi

14, Av des Manguiers
Tél : (257) 22 25 19 58
Fax: (257) 22 25 37 10
E-mail: rimburundi@gmail.com
Site Web: www.rimburundi.org

18 institutions avec un objectif commun de lutte contre la pauvreté



Twitezimbere-MF
BNDE
CECM
UCODE-MF
COSPEC
FSTE
FENACOBU
MUTEK
TURAME C.F
Hope Fund Bdi
FSTS
WISE
CECAD
RECECA-Inkingi
CCI-ODAG
SOLECS COOPERS
Dukuze-MF
Ishaka-MF

Tél: 22 24 54 64
Tél: 22 22 28 88
Tél: 22 24 95 27
Tél: 22 30 24 17
Tél: 22 26 22 54
Tél: 22 22 72 00
Tél: 22 40 27 79
Tél: 22 24 50 88
Tél: 22 25 67 36
Tél: 22 25 18 71
Tél: 22 21 97 24
Tél: 22 25 71 78
Tél: 22 25 74 63
Tél: 22 25 43 27
Tél: 22 40 45 05
Tél: 22 27 46 76
Tél: 22 27 62 64
Tél: 22 50 41 45

E-mail: twiteze@cbinf.com
E-mail: bnde@cbinf.com
E-mail: cecm@cbinf.com
E-mail: ucodemf@yahoo.fr
E-mail: cospec2020@yahoo.fr
E-mail: fstefonds@yahoo.fr
E-mail: bccoopec@cbinf.com
E-mail: mutec.s.a@gmail.com
E-mail: smutungat@turame.com
E-mail: hopefundbi@yahoo.fr
E-mail: fstsburundi@yahoo.fr
E-mail: imf.wise@yahoo.fr
E-mail: cecadagencesiege@yahoo.fr
E-mail: receca.inkingi@yahoo.fr
E-mail: cci_odag@yahoo.fr
E-mail: solecs-coopers@spidernet-bi-com
E-mail: dukuzemicrofinance@yahoo.fr
E-mail: copisham@yahoo.fr